

**Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la  
Communauté française et germanophone et de la Région wallonne  
[SCP 329.02]**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 20-03-2023 CONCERNANT LA  
MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE CREATION D'EMPLOI NET  
SUPPLEMENTAIRE POUR LES SECTEURS VISES PAR L'ACCORD NON-  
MARCHAND 2021-2024 DE LA REGION WALLONNE**

**Chapitre I : Champ d'application**

**Article 1<sup>er</sup>.**

§1. La présente Convention Collective de Travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne, dont le siège des associations est établi en région Wallonne et relevant d'un des dispositifs d'agrément suivants :

1. Centres régionaux d'intégration pour les personnes étrangères (CRI), agréés en vertu du Livre II du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives à l'intégration des personnes étrangères;
2. Centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP), agréés en vertu du Décret wallon du 10 juillet 2013 relatif aux Centres d'insertion socioprofessionnelle;
3. Missions régionales pour l'emploi (MIRE), agréées en vertu du Décret de la Région wallonne du 11 mars 2004;
4. Organismes d'interprétariat en milieu social (OIMS), agréés en vertu du Livre II du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives à l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère;
5. Centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés (CFISPA), agréés par l'AVI&Q en vertu de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre III, relatives aux centres de formation et

- d'insertion socioprofessionnelle adaptés et qui ressortissent à la Commission paritaire pour le secteur socio-culturel;
6. Centres PMTIC, reconnus en vertu du Décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication;
  7. L'Interfédération des CISP ASBL, désignée en vertu du Décret de la Région wallonne du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle;
  8. L'InterMire ASBL, désignée en vertu du Décret de la Région wallonne du 19 mars 2009 modifiant le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi;
  9. Le Centre de médiation des gens du voyage (CMGV), agréé en vertu du Décret de la Région wallonne du 2 mai 2019 modifiant la Deuxième partie, Livre I, Titre VII, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé.

§2. Par "travailleurs", on entend : le personnel, sans distinction de genre, occupé au sens de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§3. La présente convention collective de travail s'inscrit dans le cadre général négocié par les interlocuteurs sociaux en vertu de l'accord tripartite 2021-2024 du 26 mai 2021 pour le secteur non-marchand wallon.

## **Chapitre II : Principes**

### **Article 2.**

Conformément à l'article 4 de l'Accord cadre non-marchand wallon 2021-2024 du 26 mai 2021 pour le secteur non-marchand wallon, il a été décidé d'affecter un budget à la création d'emplois supplémentaires en vue d'améliorer les conditions de travail dans les associations visées à l'article 1.

La création d'emplois supplémentaires vise à diminuer l'intensité du travail dans l'association et à renforcer la qualité des services aux publics. Elle ne vise pas l'augmentation des objectifs assignés par la Région wallonne à l'association.

### **Article 3.**

La ou les fonctions bénéficiant de ces engagements supplémentaires sont identifiées dans le cadre de la concertation sociale selon les modalités reprises à l'article 5. La ou les fonctions sont affectées à des missions d'au moins un agrément de l'association visé à l'article 1, y compris les missions de support.

### **Article 4.**

Le ou les engagements supplémentaires sont articulés si nécessaire avec l'embauche compensatoire découlant de l'application de la convention collective

de travail du 19-12-2022 introduisant une réduction collective de la durée du travail avec embauche compensatoire pour les secteurs visés par l'accord non-marchand 2021-2024 de la Région wallonne (n°177846/CO/329.02).

Sans préjudice de l'article 3, la priorité d'embauche sera donnée à un ou plusieurs travailleur à temps partiel, dans le cadre de la CCT 35, ainsi que, le cas échéant, à un ou plusieurs travailleur occupant un contrat de travail temporaire pour autant qu'ils satisfassent aux qualifications et compétences requises à cet effet, et qu'ils acceptent l'horaire proposé et les conditions de rémunération.

### **Chapitre III : Modalités**

#### **Article 5.**

L'employeur organise une concertation sociale au sein du Conseil d'entreprise, du Comité pour la prévention et la protection au travail ou avec la délégation syndicale pour identifier :

- les fonctions prioritaires tenant compte de l'article 3 de la présente CCT;
- les modalités d'application de l'article 4 de la présente CCT;
- les améliorations visées à l'article 2;
- les critères permettant d'évaluer l'efficacité de la mesure.

#### **Article 6.**

§ 1. L'employeur communiquera au moins une fois par an, au plus tard à l'occasion de ses prérogatives et obligations en matière d'informations économiques, financières et sociales :

- le montant de la subvention allouée à l'association dans le cadre des arrêtés ministériels octroyant une subvention relative à la mesure engagement de personnel supplémentaire prise dans le cadre des accords pour le secteur non-marchand privé wallon 2021-2024;
- le mode d'affectation de cette subvention à un ou des engagements supplémentaires concrétisés conformément à la présente convention collective de travail et à l'éventuelle articulation avec l'embauche compensatoire prévue à l'article 4;
- le cas échéant, les raisons pour lesquelles les priorités qui ont été identifiées conformément à l'article 5, ne peuvent être rencontrées.

§ 2. Lors de cette communication, une évaluation de la mesure au regard des objectifs fixés à l'article 2 est réalisée.

§ 3. Tout changement d'attribution de fonction estimé nécessaire fera l'objet d'une information préalable au Conseil d'Entreprise, à défaut au CPPT et à défaut, à la délégation syndicale.

#### **Chapitre IV : Dispositions finales**

##### **Article 7.**

En ce qui concerne les employeurs visés à l'article 1, la CCT s'applique pour autant que le Gouvernement wallon ait pris les dispositions nécessaires auprès des administrations concernées pour que les subventions prévues dans l'accord non marchand wallon soient versées aux services.

##### **Article 8.**

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur le 20-03-2023.

Elle peut être dénoncée moyennant un préavis de 12 mois envoyé par courrier recommandé à la présidence de la Sous-commission paritaire 329.02.

**Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franse en  
Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest**

**[PSC 329.02]**

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 20-03-2023 BETREFFENDE DE  
TENUITVOERLEGGING VAN DE MAATREGEL OVER DE CREATIE VAN  
BIJKOMENDE NETTOWERKGELEGENHEID VOOR DE SECTOREN BEOOGD  
DOOR HET NON-PROFITAKKOORD 2021-2024 VAN HET WAALSE GEWEST**

**Hoofdstuk I: Toepassingsgebied**

**Artikel 1**

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers die onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franse en Duitstalige Gemeenschap en van het Waalse Gewest vallen en waarvan de maatschappelijke zetel in het Waalse Gewest gevestigd is en die afhangen van één van de volgende erkende voorzieningen:

1. De "Centres régionaux d'intégration pour les personnes étrangères (CRI)", erkend krachtens boek II van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen en van het Besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van personen van buitenlandse herkomst;
2. De "Centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP)" erkend krachtens het Waals Decreet van 10 juli 2013 betreffende de "Centres d'insertion socioprofessionnelle";
3. De "Missions régionales pour l'emploi (MIRE)" erkend krachtens het Decreet van het Waalse Gewest van 11 maart 2004;
4. De "Organismes d'interprétariat en milieu social (OIMS)", erkend krachtens het Boek II van het Waals Wetboek van sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen en van het Besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de integratie van vreemdelingen en personen van buitenlandse herkomst;
5. "Centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle (CFISPA)", Centra voor opleiding en socio-professionele inschakeling erkend door

het AVIQ krachtens het Besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk III, betreffende de aangepaste centra voor opleiding en socio-professionele inschakeling en die ressorteren onder het Paritair Comité voor de socio-culturele sector.

6. De "PMTIC"-centra, erkend krachtens het Decreet van 3 februari 2005 over het mobiliseringsplan voor informatie- en communicatietechnologieën;
7. De Interfederatie van de CISP ASBL, aangesteld krachtens het Decreet van het Waalse Gewest betreffende de centra voor socio-professionele inschakeling van 10 juli 2013;
8. De InterMire ASBL, aangesteld krachtens het Decreet van het Waalse Gewest van 19 maart 2009 houdende wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "missions régionales pour l'emploi";
9. Het "Centre de médiation des gens du voyage (CMGV)", erkend krachtens het Decreet van het Waalse Gewest van 2 mei 2019 tot wijziging van het Tweede deel, Boek I, Titel VII, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

§2. Onder werknemers wordt verstaan: het personeel, zonder onderscheid van geslacht, tewerkgesteld in de zin van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

§3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst past in het algemene kader waarover onderhandeld werd door de sociale gesprekspartners krachtens het tripartiete akkoord 2021-2024 van 26 mei 2021 voor de Waalse non-profitsector.

## **Hoofdstuk II - Beginselen**

### **Artikel 2.**

Conform artikel 4 van de raamovereenkomst van de Waalse non-profitsector 2021-2024 van 26 mei 2021 voor de Waalse non-profitsector werd beslist een budget toe te kennen voor de creatie van bijkomende banen om de arbeidsvoorwaarden in de verenigingen die worden bedoeld in artikel 1, te verbeteren.

De creatie van bijkomende banen heeft tot doel de arbeidsdruk in de vereniging te verminderen en de kwaliteit van de dienstverlening aan het publiek te versterken. Deze bijkomende banen hebben niet tot doel de doelstellingen die door het Waals Gewest werd toegewezen aan de vereniging, te verhogen.

### **Artikel 3.**

De functie(s) waaraan deze bijkomende banen worden toegekend, worden geïdentificeerd in het kader van het sociaal overleg volgens de modaliteiten die zijn vastgelegd in artikel 5. De functie(s) wordt of worden toegekend aan taken met ten minste één erkenning van de vereniging zoals bedoeld in artikel 1, met inbegrip van ondersteuningstaken.

### **Artikel 4.**

De bijkomende aanwervingen worden indien nodig afgestemd op de compenserende aanwerving die voortvloeit uit de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 19-12-2022 tot invoering van een collectieve arbeidstijdvermindering met compenserende aanwerving voor de sectoren die worden bedoeld door het non-profitakkoord 2021-2024 van het Waals Gewest (nr. 177846/CO/329.02).

Zonder afbreuk te doen aan artikel 3, zal er bij de aanwerving voorrang worden gegeven aan één of verscheidene deeltijdse werknemers in het kader van de cao 35 en, desgevallend, aan één of verscheidene werknemers met een tijdelijke arbeidsovereenkomst, voor zover ze voldoen aan de kwalificaties en de competenties die hiervoor vereist zijn en ze het voorgestelde uurrooster en de betalingsvoorwaarden aanvaarden.

## **Hoofdstuk III. Modaliteiten**

### **Artikel 5.**

De werkgever organiseert een sociaal overleg binnen de ondernemingsraad, het comité voor preventie en bescherming of met de vakbondsafvaardiging om de volgende zaken te identificeren:

- de prioritaire functies, rekening houdend met artikel 3 van deze cao;
- de toepassingsmodaliteiten van artikel 4 van deze cao;
- de tegemoetkomingen bedoeld in artikel 2;
- de criteria die het mogelijk maken de doeltreffendheid van de maatregel te evalueren.

### **Artikel 6**

§ 1. De werkgever deelt ten minste één keer per jaar, ten laatste op het moment dat werd bepaald in het kader van zijn rechten en plichten inzake economische, financiële en sociale informatie, het volgende mee:

- het bedrag van de subsidie die aan de dienst werd toegekend in het kader van de ministeriële besluiten ad hoc tot toekenning van een subsidie betreffende de

maatregel aanwerving van bijkomend personeel die werd genomen in het kader van de akkoorden voor de Waalse non-profit privésector 2021-2024;

- de manier waarop deze subsidie wordt toegekend aan één of verscheidene bijkomende aanwervingen die concreet plaatshebben conform deze collectieve arbeidsovereenkomst en de eventuele afstemming op de compenserende aanwerving zoals bepaald in artikel 4:

- desgevallend de redenen waarom de prioriteiten die conform artikel 5 werden bepaald, niet kunnen worden nageleefd.

§ 2. Wanneer dit wordt meegedeeld, wordt de maatregel geëvalueerd in functie van de doelstellingen die werden bepaald in artikel 2.

§ 3. Elke verandering van toewijzing van functie die noodzakelijk wordt geacht, moet vooraf meegedeeld worden aan de ondernemingsraad of als die niet bestaat het CPBW of, als die niet bestaat, de vakbondsafvaardiging.

## **HOOFDSTUK IV: Slotbepalingen**

### **Artikel 7**

Wat de werkgevers betreft die beoogd worden in artikel 1, is de cao van toepassing voor zover de Waalse regering de noodzakelijke maatregelen heeft genomen bij de betreffende administraties, opdat de subsidies waarin het Waals non-profitakkoord voorziet, gestort werden aan de diensten.

### **Artikel 8.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur. Ze treedt in werking op 20-03-2023.

Zij kan worden opgezegd door middel van een aangetekende brief aan het voorzitterschap van het Paritair Subcomité 329.02 waarbij een opzeggingstermijn van 12 maanden wordt gerespecteerd.